

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

29 JANVIER 1997

PROJET DE LOI

sur le financement du contrôle des sociétés de gestion de droits d'auteur et de droits voisins prévu par la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA JUSTICE (1)

PAR M. **Frans LOZIE**

(1) Composition de la commission :

Président : M. Duquesne.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Vandeurzen, Van Parys, Verherstraeten, Willems.
P.S. MM. Biefnot, Borin, Giet.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle, Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbosche.
P.R.L.- MM. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mme de T'Serclaes.
Vl. M. Laeremans.
Blok
Agalev/M. Lozie.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Breyne, Mme D'Hondt (G.), MM. Didden, Mmes Pieters (T.), Verhoeven.
MM. Dallons, Eerdekens, Minne, Mook.
MM. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
MM. Delathouwer, Roose, Van der Maelen.
Mme Herzet, MM. Maingain, Simonet.
MM. Beaufays, Viseur (J.-J.).
MM. Annemans, De Man.
M. Decroly, Mme Schüttringer.

C. — Membres sans voix délibérative :

F.N. M. Wailliez.
V.U. M. Bourgeois.

Voir :

- 804 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.
— N° 2 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 4 : Texte adopté par la commission.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

29 JANUARI 1997

WETSONTWERP

op de financiering van de controle der beheersvennootschappen van auteursrechten en van naburige rechten voorzien bij de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER **Frans LOZIE**

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Duquesne.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Vandeurzen, Van Parys, Verherstraeten, Willems.
P.S. HH. Biefnot, Borin, Giet.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle, Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbosche.
P.R.L.- HH. Barzin, Duquesne.
F.D.F.
P.S.C. Mevr. de T'Serclaes.
Vl. H. Laeremans.
Blok
Agalev/H. Lozie.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Breyne, Mevr. D'Hondt (G.), HH. Didden, Mevr. Pieters (T.), Verhoeven.
HH. Dallons, Eerdekens, Minne, Mook.
HH. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
HH. Delathouwer, Roose, Van der Maelen.
Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simonet.
HH. Beaufays, Viseur (J.-J.).
HH. Annemans, De Man.
H. Decroly, Mevr. Schüttringer.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

F.N. H. Wailliez.
V.U. H. Bourgeois.

Zie :

- 804 - 96 / 97 :

— N° 1 : Wetsontwerp.
— N° 2 : Amendementen.

Zie ook :

— N° 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 21 janvier 1997.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Les articles 76 et 77 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins jettent les bases du contrôle des sociétés de gestion.

Les sociétés de gestion voient en quelque sorte leur existence consacrée par la loi qui organise un système de reconnaissance et encadre leur action et organisation d'un certain nombre de règles minimales. Certaines sociétés de gestion sont même appelées à gérer des droits sur la base d'un monopole (Auvibel, Reprobel).

Cette reconnaissance a un corollaire inévitable qui est le contrôle de ces sociétés de gestion.

Un élément essentiel de ce contrôle est la désignation d'un délégué du ministre de la Justice qui veille à l'application de la loi et des statuts, ainsi que des tarifs et des règles de répartition.

Ce délégué agit d'initiative ou à la demande du ministre ou encore à la demande de tout intéressé.

Il bénéficie d'un large pouvoir d'information auprès des sociétés de gestion.

Les premières expériences du ministère de la Justice dans l'exécution de la loi du 30 juin 1994 montre l'ampleur de la tâche et l'importance de l'intermédiation, de l'information et du contrôle en cette matière.

La désignation d'un délégué compétent doté d'une infrastructure et d'une assistance adéquate est donc une priorité, compte tenu de la date d'entrée en vigueur de la loi.

Compte tenu du contexte budgétaire particulièrement difficile et de la nécessité d'opérer des choix en matière budgétaire, il est indispensable d'appliquer le système dit du contrôlé-payeur.

Ce système fut envisagé par le législateur de 1994.

Il est appliqué dans plusieurs pays voisins de même qu'en matière bancaire et en matière d'assurance.

Le contrôle est en outre la conséquence directe de l'activité économique des sociétés de gestion, qui finiront par en être les bénéficiaires étant donné l'amélioration de leur image et de l'assainissement de la concurrence qu'il peut entraîner.

Toutes ces raisons plaident pour que le coût de cette partie du contrôle ne soit pas supportée par les deniers publics.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 21 januari 1997.

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

De artikelen 76 en 77 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten leggen de grondslag voor de controle op de beheersvennootschappen.

In feite wordt het bestaan van de beheersvennootschappen verankerd in de wet die een erkenningsregeling organiseert en voorziet in een aantal minimumregels met betrekking tot de werking en organisatie van die vennootschappen. Bepaalde beheersvennootschappen beheren zelfs rechten op grond van een monopolie (Auvibel, Reprobel).

Deze erkenning heeft onvermijdelijk tot gevolg dat de beheersvennootschappen ook moeten worden gecontroleerd.

Elementair voor die controle is de aanwijzing van een gemachtigde van de minister van Justitie die toeziet op de toepassing van de wet en van de statuten, alsmede van de tarieven en van de herverdelingsregels.

De gemachtigde handelt op eigen initiatief of op verzoek van de minister of van elke belanghebbende.

Hij beschikt bij de beheersvennootschappen over een ruime informatiebevoegdheid.

De eerste ervaringen van de minister van Justitie met de uitvoering van de wet van 30 juni 1994 tonen aan hoe omvangrijk de taak wel is en wat in deze materie het belang is van bemiddeling, informatie en controle.

De aanwijzing van een bekwame gemachtigde die kan beschikken over een aangepaste infrastructuur en ondersteuning is, gelet op de datum van inwerkingtreding van de wet, een prioriteit.

Rekening houdend met de bijzonder moeilijke begrotingscontext en de noodzaak om op het stuk van de begroting keuzes te maken, is het noodzakelijk de regeling van de gecontroleerde/betaler toe te passen.

Deze regeling werd uitgewerkt door de wetgever van 1994.

Ze wordt in diverse buurlanden toegepast, alsook in de bank- en verzekeringswereld.

De controle is bovendien een rechtstreeks gevolg van de economische activiteit van de beheersvennootschappen, die er uiteindelijk voordeel zullen bij hebben, aangezien hun imago er wel bij zal varen en de concurrentie mogelijk zal worden uitgezuiverd.

Om al die redenen zou het een goede zaak zijn indien de kosten van dit onderdeel van de controle niet met overheidsgeld werden gefinancierd.

II. — DISCUSSION GENERALE

Mme de T'Serclaes se déclare favorable à la philosophie qui sous-tend le contrôle des sociétés de gestion et le financement de celui-ci. Toutefois, il est impératif que tant le contrôle que le financement s'opèrent de façon correcte à savoir qu'il existe une corrélation étroite entre le travail à réaliser et les contributions effectives des auteurs.

Aux fins de promouvoir la transparence, il convient de prévoir un rapport public relatif aux résultats de la disposition à caractère fiscal et à l'utilisation des sommes perçues.

Le projet prévoit un taux mobile de 0,2 à 0,5 % en fonction des besoins, or ceux-ci ne sont pas définis avec précision. Il est question d'un montant de 8 à 20 millions de francs, soit la possibilité de faire travailler 4 à 10 personnes à temps plein.

Selon les estimations, environ 25 sociétés de gestion de taille variable seraient à contrôler. L'oratrice souhaite obtenir une explication convaincante concernant ce taux mobile afin de pouvoir apprécier s'il est raisonnable.

En tout état de cause, une évaluation annuelle des perceptions résultant de ce taux devra être mise à la disposition de la commission.

D'autre part, l'intervenante est d'avis que la double taxation des sociétés Auvibel et Reprobél désignées par le ministre de la Justice pour exercer le monopole légal en matière de copie privée et de reprographie n'est pas justifiée.

M. Willems souhaite obtenir des précisions concernant les 25 sociétés de gestion répertoriées. Ce nombre a-t-il subi une modification depuis l'entrée en vigueur de la loi et existe-il des liens entre ces différentes sociétés ?

Sur 100 francs belges recouverts, combien sont-ils destinés respectivement aux auteurs, aux éditeurs, aux sociétés de gestion et au Trésor ?

Selon le Conseil d'Etat, le pourcentage de la base de calcul définie à l'article 2, alinéa 2 du projet examiné constitue un impôt. En effet, ce même article prévoit une fourchette et le Roi est habilité à fixer la hauteur de la tarification. L'exposé des motifs admet également qu'il s'agit d'un impôt. L'intervenant se demande s'il n'est pas opportun de recueillir l'avis de la commission des finances et de régler cette matière exclusivement par la loi.

Le président fait état de critiques émanant de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs et de la Sabam selon lesquelles les auteurs supportent les frais de fonctionnement des sociétés d'auteur par le biais du prélèvement envisagé.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw de T'Serclaes staat volledig achter het idee dat ten grondslag ligt aan de controle op de beheersvennootschappen en de financiering daarvan. Het is niettemin noodzakelijk dat zowel de controle als de financiering correct verlopen : er moet met name een nauwe band bestaan tussen het werk dat moet worden verwezenlijkt en de effectieve bijdrage van de auteur.

Teneinde de transparantie te bevorderen, moet worden voorzien in een openbaar verslag over de resultaten van de fiscale bepaling en over de aanwending van de geïnde bedragen.

Het ontwerp voorziet in een variabel percentage van 0,2 tot 0,5 % naar gelang van de behoeften. Die worden evenwel niet nauwkeurig omschreven. Er is sprake van een bedrag van 8 tot 20 miljoen frank, waardoor men over 4 tot 10 voltijdse personeelsleden kan beschikken.

Volgens de ramingen zouden ongeveer 25 beheersvennootschappen van variabele omvang moeten worden gecontroleerd. De spreekster vraagt een overtuigende uitleg inzake het variabel percentage zodat zij zich een oordeel kan vormen over de redelijkheid van dat percentage.

In elk geval zal een jaarlijkse evaluatie van de via dat percentage geïnde bedragen aan de commissie moeten worden voorgelegd.

Voorts is de spreekster van oordeel dat de dubbele belasting van de vennootschappen Auvibel en Reprobél, die door de minister van Justitie werden aangewezen om het wettelijk monopolie te voeren over de kopies voor privé-gebruik en voor reprografie, onverantwoord is.

De heer Willems vraagt nadere toelichting betreffende de 25 gerepertorieerde beheersvennootschappen. Is er verandering gekomen in dat aantal sinds de wet in werking is getreden en bestaan er banden tussen die verschillende vennootschappen onderling ?

Wanneer 100 frank wordt geïnd, hoeveel frank gaat daarvan dan respectievelijk naar de auteurs, de uitgevers, de beheersvennootschappen en de Schatkist ?

Het in artikel 2, tweede lid, van het voorliggende ontwerp bepaalde percentage voor de berekeningsgrondslag is volgens de Raad van State een belasting. Datzelfde artikel voorziet namelijk in een vork en de Koning is bevoegd om het niveau van de tarifiering te bepalen. In de memorie van toelichting wordt ook toegegeven dat het een belasting betreft. De spreker vraagt of het niet aangewezen zou zijn het advies van de commissie voor de Financien in te winnen en die aangelegenheid uitsluitend bij wet te regelen.

De voorzitter maakt melding van kritiek vanwege de CISAC (de Internationale federatie van auteurs- en componistenvennootschappen) en Sabam. Zij voeren aan dat de auteurs via de geplande heffing opdraaien voor de werkingskosten van de auteursvennootschappen.

Que recouvre exactement les frais de contrôle ? Comprennent-ils également les frais de secrétariat et de personnel ?

Quelles sont les garanties prévues dans le statut du délégué du ministre en matière de secret professionnel ?

Quelles seront les modalités de désignation du délégué du ministre ? Un recrutement sur le fondement de critères strictement objectifs sera-t-il effectué ?

Le représentant du ministre expose que l'objectif du ministre est de désigner un délégué bénéficiant d'un statut élevé équivalant au grade de directeur d'administration et assisté de deux universitaires dont le statut est encore à déterminer.

Ces trois personnes seront assistées d'un secrétariat. La mise en œuvre de cet objectif requiert au minimum un budget de 8 millions de francs évoqué dans l'exposé des motifs.

Le délégué sera désigné à titre temporaire en dehors du cadre de la fonction publique et disposera d'une liberté d'action similaire à celle d'un commissaire du gouvernement. Cette solution permet d'éviter toute confusion de genres entre l'activité réglementaire et l'activité de contrôle. L'intention du ministre est d'établir le profil du candidat, de publier un avis de concours et de désigner le candidat le mieux classé à l'issue des épreuves organisées. Il y a lieu de rappeler que cette équipe est constituée à la demande des sociétés de gestion elles-mêmes, en ce compris la SABAM dans la mesure où elles estiment qu'un contrôle efficace et de qualité est de nature à améliorer leur image.

Les droits d'auteurs augmentent d'année en année. L'on parle de 5 milliards de francs en 1996. Cette augmentation se maintiendra probablement en raison du développement de la reprographie, de l'exploitation croissante des oeuvres par le biais des réseaux informatiques et de la renégociation du contrat cable. Cependant, la diversification de cette exploitation accroît substantiellement la difficulté des contrôles. C'est la raison pour laquelle il est prudent de conférer au Roi la faculté d'augmenter le taux. Une garantie fondamentale consiste à imposer au Roi de justifier l'affectation de toute somme. A cet égard, la rédaction d'un rapport est parfaitement envisageable.

La contribution visée à l'article 2 du projet ne constitue pas un impôt mais vise à financer un service rendu aux sociétés de gestion. Le principe de l'affectation de sommes en fonction du service de contrôle indique clairement qu'il existe une adéquation entre les contributions et les services rendus. Il ne s'agit donc pas de toucher à la faculté contributive de personnes physiques ou morales comme telle.

Wie betaalt in feite de controlekosten ? Zijn ook de secretariaats- en personeelskosten daarin begrepen ?

In welke garanties met betrekking tot het beroepsgeheim voorziet het statuut van de gemachtigde van de minister ?

Hoe wordt de gemachtigde van de minister aangewezen ? Zal hij worden aangeworven op grond van strikt objectieve criteria ?

De vertegenwoordiger van de minister licht toe dat het de bedoeling van de minister is een gemachtigde aan te wijzen met een hoog statuut dat overeenstemt met de graad van bestuursdirecteur. Hij zal worden bijgestaan door twee universitaires wier statuut nog moet worden bepaald.

Die drie personen zullen over een secretariaat kunnen beschikken. Voor de uitvoering van die doelstelling is een bedrag van minimum 8 miljoen frank nodig, zoals reeds aangekondigd in de memorie van toelichting.

De gemachtigde zal tijdelijk en buiten de formatie van het overheidsambt worden aangewezen en zal kunnen beschikken over een vrijheid van handelen die vergelijkbaar is met die van een regeringscommissaris. Dankzij die oplossing kan elke vermenging tussen de regelgevende activiteit en de controle-activiteit worden voorkomen. Het is de bedoeling van de minister het profiel van de kandidaat te bepalen en een bericht voor een vergelijkend examen te publiceren. De kandidaat die na afloop van het vergelijkend examen als eerste staat gerangschikt, zal worden aangewezen. Er moet aan worden herinnerd dat dit team wordt samengesteld op verzoek van de beheersvennootschappen zelf, ook op verzoek van SABAM, omdat zij van oordeel zijn dat een doeltreffende en kwalitatief hoogstaande controle hun imago ten goede zal komen.

Het totaalbedrag aan auteursrechten neemt jaarlijks toe. Voor 1996 is er sprake van 5 miljard frank. Die stijging zal vermoedelijk aanhouden door de uitbreiding van reprografische procédés, de toenemende exploitatie van werken via geïnformatiseerde netwerken en door de nieuwe onderhandelingen over de kabelcontracten. De almaar grotere verscheidenheid van die exploitatie bemoeilijkt echter in aanzienlijke mate de controle erop. Daarom wordt het voorzichtigheidshalve aan de Koning overgelaten om de aanslag te verhogen. Wanneer de Koning ertoe verplicht wordt de besteding van elk bedrag te verantwoorden, dan wordt een sluitende waarborg ingebouwd. In dat verband is het perfect denkbaar dat een verslag wordt opgesteld.

De in artikel 2 van het ontwerp bedoelde bijdrage is geen belasting, maar is erop gericht een dienst te financieren die aan de beheersvennootschappen wordt geleverd. Het principe van de besteding van de bedragen op grond van de controledienst wijst er duidelijk op dat de bijdragen perfect in verhouding tot de geleverde diensten staan. Het is dus geenszins de bedoeling de draagkracht van natuurlijke of rechtspersonen aan te tasten als dusdanig te viseren.

L'orateur attire l'attention des membres sur le fait que les arrêtés royaux habilitant le Roi à fixer le montant de la cotisation relative au contrôle des institutions bancaires et des entreprises d'assurance n'ont pas été pris en exécution d'une loi délimitant les taux applicables. En cette matière, le Roi a donc entière liberté de fixer le tarif de la cotisation, au contraire de ce qui est proposé dans le projet.

Auvibel et Reprobél sont des sociétés de gestion composées uniquement de sociétés de gestion. Les sommes perçues par ces deux sociétés sont redistribuées à des sociétés de gestion qui, elles-mêmes, procèdent à une redistribution. Dès lors, il y a deux perceptions, une double répartition et une double nécessité de contrôle. D'autre part, le contrôle d'Auvibel et de Reprobél est plus lourd que celui effectué par les autres sociétés en raison de leur monopole légal de perception. Par conséquent, le gouvernement ne juge pas qu'il faille prévoir une exonération ou un taux plus faible pour ces deux sociétés.

S'agissant de la description des activités des sociétés de gestion, l'on observe de grandes différences entre elles. (Une liste des sociétés de gestion reconnues a été communiquée à la commission). La Sabam a effectué environ 4 milliards de francs de perception en 1996 contre environ 1 milliard de francs pour les autres sociétés parmi lesquelles l'on dénombre notamment la SACD et cinq sociétés d'orchestre de musique classique. Certaines sociétés ne perçoivent que des droits voisins.

Les premières expériences relatives au contrôle de ces sociétés démontrent qu'un dialogue positif s'instaure entre le ministère de la Justice et les sociétés de gestion. C'est ainsi que les statuts d'Auvibel seront prochainement revus à la suite d'un certain nombre de remarques du ministre de la Justice.

En ce qui concerne les différents pourcentages attribués aux auteurs, aux éditeurs, aux sociétés et au Trésor, il peut être renvoyé, par exemple au rapport annuel de la Sabam, d'où il ressort que les frais se montent à environ 10 % des perceptions. Toutefois, il peut y avoir des différences importantes selon les types de droits (par exemple droit d'auteur classique, droit de reprographie ou droit de l'artiste-exécutant).

La question relative au respect du secret professionnel par le délégué du ministre se résout à la lecture de l'article 458 du Code pénal, auquel renvoie d'ailleurs l'article 78 de la loi du 30 juin 1994.

Cet article dispose que « Les agents des sociétés de gestion et toutes autres personnes appelées à participer à la perception des rémunérations dues en vertu des chapitres IV à VI sont tenus au secret professionnel pour tous les renseignements dont ils ont con-

De spreker vestigt de aandacht van de leden op het feit dat de koninklijke besluiten die de Koning ertoe machtigen het bedrag vast te leggen van de bijdrage voor de controle van de bankinstellingen en de verzekeringsondernemingen niet werden uitgevaardigd ter uitvoering van een wet die de toepasselijke bedragen vastlegt. Ter zake staat het de Koning dus volkomen vrij het tarief van de bijdrage vast te leggen in tegenstelling tot wat wordt voorgesteld in het ontwerp.

Auvibel en Reprobél zijn beheersvennootschappen die zelf uitsluitend uit beheersvennootschappen zijn samengesteld. De door beide vennootschappen geïnde bedragen worden herverdeeld over een aantal beheersvennootschappen die de bedragen op hun beurt weer verder verdelen. De bedragen worden dus tweemaal geïnd en tweemaal opnieuw verdeeld, wat een dubbele controle noodzakelijk maakt. Anderzijds is, gelet op hun wettelijk vastgelegd monopolie op het vlak van de inning, de controle van Auvibel en Reprobél zwaarder dan die uitgevoerd door andere vennootschappen. De regering acht het bijgevolg niet nodig voor beide vennootschappen in een vrijstelling of een geringere aanslag te voorzien.

In verband met de beschrijving van de activiteiten van de beheersvennootschappen valt op te merken dat tussen die vennootschappen grote verschillen bestaan. (Een lijst met de erkende beheersvennootschappen werd aan de commissie bezorgd). Zo inde Sabam ongeveer 4 miljard frank in 1996 tegenover ongeveer 1 miljard frank voor de overige vennootschappen, waaronder met name de SACD en vijf vennootschappen van klassieke muziekensembles. Een aantal vennootschappen innen alleen maar naburige rechten.

De eerste ervaringen in verband met de controle van die vennootschappen hebben geleerd dat tussen het ministerie van Justitie en de beheersvennootschappen een positieve dialoog tot stand is gekomen. Zo zullen de statuten van Auvibel binnenkort worden aangepast als gevolg van een aantal opmerkingen van de minister van Justitie.

In verband met de verschillende percentages die aan de auteurs, de uitgevers, de vennootschappen en de Schatkist worden toegekend, wordt bij wijze van voorbeeld naar het jaarverslag van Sabam verwezen. Daaruit blijkt dat de kosten ongeveer 10 % van de geïnde sommen bedragen, maar al naar gelang het soort rechten waarover het gaat (bijvoorbeeld klassiek auteursrecht, reprografierecht, of recht van de kunstenaar-uitvoerder) kunnen zich aanzienlijke verschillen voordoen.

Wanneer men er artikel 78 van de wet van 30 juni 1994 op naleest dat verwijst naar artikel 458 van het Strafwetboek, merkt men dat het artikel een oplossing biedt voor het knelpunt van de eerbiediging van het beroepsgeheim door de gemachtigde van de minister.

Dat artikel bepaalt namelijk het volgende : « De personeelsleden van de vennootschappen voor het beheer van de rechten alsmede alle andere personen die zijn betrokken bij de inning van de krachtens de hoofdstukken IV tot VI verschuldigde vergoedingen,

naissance dans ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. La violation de ce secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal. »

Il y a lieu de considérer que l'article 458 du Code pénal s'applique au délégué du ministre.

M. Willems ne dissimule pas son inquiétude relativement au principe consistant à confier au Roi le soin de fixer lui-même la contribution des sociétés de gestion en lieu et place du Parlement.

L'orateur observe que seulement une copie sur quinze réalisées en Belgique concerne des oeuvres protégées par les droits d'auteurs. Le caractère général de l'article 60 de la loi implique qu'une rémunération est également prélevée sur les copies d'oeuvres non protégées par les droits d'auteur ce qui donne lieu à une majoration injustifiée des charges au détriment des personnes réalisant des copies pour leur propre usage.

Le représentant du ministre précise que les auteurs sont libres de s'affilier aux sociétés de gestion. Toutefois, il est plus intéressant que les perceptions soient réalisées par des organisations puissantes et efficaces.

D'autre part, le ministre de la Justice est attentif aux statuts des sociétés de gestion afin de prévenir tout abus au détriment des auteurs et le ministre des Finances intervient en matière de recouvrement des droits dans l'hypothèse de défaut de paiement des intéressés.

Lorsque le législateur parle de copies d'oeuvres à l'article 60, il s'agit de copies d'oeuvres protégées. En effet, l'article 59 dispose en substance que les auteurs et les éditeurs d'oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue ont droit à une rémunération en raison de la reproduction de celles-ci. L'article 61, alinéa 1^{er} prévoit que « Le Roi fixe le montant des rémunérations visées aux articles 59 et 60, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

L'article 60 lu en combinaison avec les articles 59 et 61 fait à l'évidence référence à une rémunération pour la copie d'oeuvres protégées.

Dans la pratique, la mise en oeuvre du système requiert une certaine forfaitarisation. Le tarif de base établi par le Roi s'élève à 1 franc belge par copie d'oeuvre protégée. Il incombe à Repobel de démontrer le nombre de copies d'oeuvres protégées effectuées. Il convient de préciser que les débiteurs qui ont introduit une déclaration en application d'une procédure déterminée bénéficient d'une réduction de tarif de 0,40 franc belge par copie. D'autre part, les institutions d'enseignement bénéficient d'un tarif préférentiel de 0,45 franc belge par copie.

Si l'on prend en considération l'ensemble des copies, la rémunération est de l'ordre de 0,04 franc

moeten het beroepsgeheim bewaren over alle inlichtingen waarvan ze kennis hebben door of naar aanleiding van de uitvoering van hun opdracht. Schending van dat beroepsgeheim wordt gestraft met de straffen gesteld bij artikel 458 van het Strafwetboek. »

Er moet worden van uitgegaan dat artikel 458 van het Strafwetboek op de gemachtigde van de minister van toepassing is.

De heer Willems verheelt niet dat het principe luidens hetwelk het aan de Koning — en niet aan het parlement — overgelaten wordt zelf de bijdrage van de beheersvennootschappen vast te leggen, hem zorgen baart.

De spreker merkt op dat slechts een op vijftien kopies die in België worden vervaardigd betrekking heeft op werken die door de auteursrechten beschermd zijn. De algemene strekking van artikel 60 van de wet impliceert dat ook een bepaald bedrag als vergoeding wordt geheven op werken die niet door de auteursrechten beschermd zijn, wat leidt tot een onverantwoorde verhoging van de lasten ten nadele van mensen die kopies voor eigen gebruik maken.

De vertegenwoordiger van de minister preciseert dat het de auteurs vrij staat bij de beheersvennootschappen aan te sluiten. Het is evenwel interessanter dat inning gebeurt door machtige en efficiënte organisaties.

Anderzijds ziet de minister van Justitie nauwlettend toe op de statuten van de beheersvennootschappen om ieder misbruik ten nadele van de auteurs te voorkomen en treedt de minister van Financiën op om rechten in te vorderen wanneer de betrokkenen die weigeren te betalen.

Wanneer de wetgever het in artikel 60 over kopieën van werken heeft, dan gaat het om kopieën van beschermde werken. Artikel 59 bepaalt immers in essentie dat auteurs en uitgevers van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd, recht hebben op een vergoeding voor de reproductie van die werken. Artikel 61, eerste lid, luidt als volgt : « De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van de in de artikelen 59 en 60 bedoelde vergoedingen. »

Wanneer men artikel 60 samen met de artikelen 59 en 61 leest, dan wordt daarin overduidelijk naar een vergoeding voor het kopiëren van beschermde werken verwezen.

In de praktijk vereist de toepassing van zo'n systeem de invoering van een enigermate forfaitaire regeling. Het door de Koning vastgelegde basistarief bedraagt 1 Belgische frank per kopie van een beschermd werk. Repobel moet dan aantonen hoeveel kopieën van beschermde werken werden vervaardigd. Er moet worden gepreciseerd dat bijdrageplichtigen die een aangifte hebben ingediend met toepassing van een bepaalde procedure, recht hebben op een tariefvermindering van 0,40 Belgische frank per kopie. Onderwijsinstellingen genieten dan weer het voorkeurtarief van 0,45 Belgische frank per kopie.

Bekijkt men het totale aantal vervaardigde kopieën, dan bedraagt de vergoeding ongeveer

belge par copie sur base d'une approximation d'une copie sur quinze protégée par les droits d'auteur.

M. Willems fait remarquer que l'article 60 peut être amendé en vue d'ajouter les termes « fixées sur un support graphique ou analogue » au mot « œuvres ». Cette précision lèverait toute équivoque quant à la nature des copies assujetties à taxation.

Le représentant du ministre estime qu'il est préférable d'attendre l'avis du Conseil d'Etat relatif à l'arrêté d'exécution de l'article 61 avant d'envisager de procéder à toute modification de la loi. Le ministre tient à ce que la loi soit exécutée en fonction des options prises par le législateur en 1994. Un inventaire des difficultés d'application de cette loi sera élaboré en temps utile.

Mme de T'Serclaes demande au représentant du ministre que les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 61 de la loi du 30 juin 1994 soient communiqués sans délai à la commission.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne donne lieu à aucune observation. Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Mme de T'Serclaes retire l'amendement n° 1 (Doc. n° 804/2).

Toutefois l'auteur souhaite que le rapport mentionne clairement que les frais engagés soient raisonnables et proportionnels à l'objectif recherché.

L'auteur remplace l'amendement n° 1 par l'amendement n° 6 (Doc. n° 804/2) visant à remplacer à l'alinéa 4, 3° les mots entre « 0,2 et 0,5 pour cent » par les mots entre « 0,2 et 0,4 pour cent ».

La justification en est qu'il y a lieu d'éviter toute surtarification par le biais de l'imposition d'un taux plus raisonnable.

Mme de T'Serclaes dépose un amendement n° 2 (Doc. n° 804/2) visant en substance à ce que la délégation au Roi l'habilitant à déterminer le pourcentage de la base de calcul soit soumise à des conditions plus strictes notamment à l'obligation d'en délibérer annuellement en Conseil des ministres au vu d'un rapport circonstancié du délégué du ministre.

En effet, l'auteur estime qu'il incombe au ministre de justifier le caractère raisonnable des frais engagés et leur évolution et d'assurer la transparence de ses

0,04 Belgische frank per kopie als men ervan uitgaat dat zowat 1 kopie op 15 door auteursrechten wordt beschermd.

De heer Willems merkt op dat artikel 60 kan worden geamendeerd teneinde de termen « die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd » na het woord « werken » in te voegen. Die precisering zou iedere dubbelzinnigheid wegnemen over de aard van de kopieën die aan de belastingheffing onderworpen zijn.

De vertegenwoordiger van de minister is van oordeel dat het de voorkeur verdient het advies van de Raad van State over het uitvoeringsbesluit van artikel 61 af te wachten vooraleer enige wetswijziging te overwegen. De minister staat erop dat de wet wordt uitgevoerd met inachtneming van de door de wetgever in 1994 gemaakte keuzes. Te gelegener tijd wordt een inventaris met de moeilijkheden inzake de toepassing van deze wet opgemaakt.

Mevrouw de T'Serclaes vraagt de vertegenwoordiger van de minister de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 61 van de wet van 30 juni 1994 onverwijld aan de commissie mee te delen.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Mevrouw de T'Serclaes trekt amendement n° 1 (Stuk n° 804/2) in.

De indiener wenst evenwel dat het verslag duidelijk vermeldt dat de gemaakte kosten redelijk moeten zijn en in verhouding tot de beoogde doelstelling moeten staan.

De indiener vervangt haar amendement n° 1 door amendement n° 6 (Stuk n° 804/2) strekkende tot de vervanging in het vierde lid, 3°, van de woorden « tussen 0,2 en 0,5 percent » door de woorden « tussen 0,2 en 0,4 percent ».

Dit wordt verantwoord door de noodzaak om, door het opleggen van een redelijker percentage, elke vorm van overtarifiering te voorkomen.

Mevrouw de T'Serclaes dient amendement n° 2 in (Stuk n° 804/2) dat in hoofdzaak beoogt de delegatie van bevoegdheid aan de Koning om het percentage van de berekeningsgrondslag te bepalen, aan strengere voorwaarden te onderwerpen, met name aan de verplichting om daarover, op grond van een omstandig verslag van de gemachtigde van de minister, jaarlijks te overleggen in de Ministerraad.

De indiener is immers van mening dat het de minister toekomt de « redelijkheid » van de gemaakte kosten en de schommelingen ervan te verant-

décisions vis-à-vis des sociétés de gestion et des auteurs et titulaires de droits voisins que ces dernières représentent.

Le représentant du ministre expose que le ministre est disposé à accepter la modification du taux mobile dans le sens de l'amendement n° 6 de Mme de T'Serclaes et à ordonner à son délégué de rédiger un rapport annuel sur la base de ses observations.

Suite à l'engagement du représentant du ministre, Mme de T'Serclaes retire l'amendement n° 2.

Suite aux explications données par le représentant du ministre en matière de double taxation lors de la discussion générale, Mme de T'Serclaes retire également les amendements n°s 3 et 4 (Doc. n° 804/2).

La version néerlandaise de l'article 2 est adaptée conformément aux observations de terminologie formulées par le Conseil d'Etat.

Les mots « gevestigd zijn » sont remplacés par le mot « verblijven » pour se conformer à la version française.

*
* *

L'amendement n° 6 (Doc. n° 804/2) est adopté à l'unanimité.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

Art. 3

L'article 3 ne donne lieu à aucune observation.

Cet article est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 5 (Doc. n° 804/2) déposé par M. Willems visant à compléter le projet de loi par un article 4 est retiré.

Dans le texte néerlandais, le mot « vraag » est remplacé par le mot « verzoek » conformément à l'observation du Conseil d'Etat.

*
* *

L'intitulé du projet est adopté suite aux corrections apportées au texte.

Le projet de loi, tel que modifié, est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

Le rapporteur,

F. LOZIE

Le président,

A. DUQUESNE

woorden en te zorgen voor de transparantie van zijn beslissingen ten opzichte van de beheersvennootschappen en van de auteurs en de houders van de naburige rechten, die door die vennootschappen worden vertegenwoordigd.

De vertegenwoordiger van de minister verklaart dat de minister bereid is de aanpassing van het variabele percentage, zoals in amendement n° 6 door mevrouw de T'Serclaes voorgesteld, te aanvaarden en zijn gemachtigde te gelasten op basis van diens bevindingen een jaarverslag op te stellen.

Ten gevolge van het engagement van de vertegenwoordiger van de minister, trekt mevrouw de T'Serclaes haar amendement n° 2 in.

Ten gevolge van de tijdens de algemene bespreking door de vertegenwoordiger van de minister afgelegde verklaringen betreffende de dubbele belasting, trekt mevrouw de T'Serclaes ook de amendementen n°s 3 en 4 in (Stuk n° 804/2).

De Nederlandse versie van artikel 2 wordt aangepast conform de terminologische opmerkingen van de Raad van State.

De woorden « gevestigd zijn » worden vervangen door het woord « verblijven » om in overeenstemming te zijn met de Franse tekst.

*
* *

Amendement n° 6 (Stuk n° 804/2) wordt eenparig aangenomen.

Het aldus geamendeerde artikel 2 wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 3

Over artikel 3 worden geen opmerkingen gemaakt.

Het wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 5 (Stuk n° 804/2), ingediend door de heer Willems, strekkende tot de aanvulling van het wetsontwerp met een artikel 4 wordt ingetrokken.

In de Nederlandse tekst wordt het woord « vraag » vervangen door het woord « verzoek » conform de opmerking van de Raad van State.

*
* *

Het opschrift van het ontwerp wordt aangepast als gevolg van de aangebrachte tekstverbeteringen.

Het aldus gewijzigde wetsontwerp wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

De rapporteur,

F. LOZIE

De voorzitter,

A. DUQUESNE